

Le groupe de Puebla réclame la liberté pour Julian Assange

Image not found or type unknown



Buenos Aires, 13 décembre (RHC) Le Groupe de Puebla a une fois de plus réclamé la liberté pour le fondateur de WikiLeaks Julian Assange, en prison aujourd'hui, et a souligné que son emprisonnement est le triomphe de l'oppression, du silence et de la peur.

L'alliance progressiste et son Conseil latino-américain pour la justice et la démocratie (Clajud) ont souligné que le récent arrêt de la Cour de Westminster (Royaume-Uni) autorisant l'extradition d'Assange vers les États-Unis n'est pas seulement une grave erreur judiciaire qui met sa vie en danger, mais aussi une décision qui crée un précédent grave dans la violation des droits de l'homme à la liberté d'expression et à l'information.

«Le matériel publié par WikiLeaks fournit des preuves irréfutables du rôle et de la responsabilité des hommes politiques, des diplomates, des militaires, des hommes d'affaires, principalement aux États-Unis, dans des décisions et des actions qui ont eu un fort impact sur la politique intérieure de plusieurs États au niveau mondial», précise le Groupe dans un communiqué. Il souligne également que celles-ci font état de

processus d'extorsion, d'espionnage, d'opérations secrètes, de déstabilisation et même d'attaques armées contre des civils. Jusqu'à la parution de ces documents, l'État américain se réservait le droit de définir le temps et le contenu des documents qui peuvent être montrés au grand public (et ceux qui resteront cachés).

L'alliance, à laquelle appartiennent des personnalités progressistes de 17 pays, a précisé que paradoxalement, au lieu d'être applaudie, l'action de WikiLeaks a déclenché une série de punitions incluant la judiciarisation, le dénigrement, la démoralisation, la stigmatisation et la criminalisation d'Assange, détenu dans une prison de haute sécurité pour terroristes.

«Ce processus d'humiliation et de dénigrement transcende définitivement un individu pour se transformer en un correctif au niveau international, montrant pas à pas la cruauté à laquelle peut aboutir le système institué, pour éviter que quelqu'un ose faire quelque chose de semblable. En fin de compte, il cherche à paralyser l'instinct et le droit à la recherche de la vérité, en ayant recours à la peur », a ajouté le Groupe dans son communiqué.

Le document, paraphé par 44 personnalités, dont quatre anciens présidents, a souligné que le gouvernement des États-Unis demande l'extradition d'Assange parce qu'il représenterait une menace pour la sécurité nationale.

En accédant à cette demande, la justice britannique renforce l'extraterritorialité de la branche juridique américaine qui, par des voies légales, illégales, directes ou indirectes, parvient à intervenir dans des procédures judiciaires dans d'autres États.

Cette stratégie fait partie de véritables guerres juridiques, menées contre ceux qui sont définis comme des ennemis politiques en différents coins de la planète, a conclu le Groupe de Puebla.

Le fondateur de WikiLeaks est emprisonné depuis avril 2019, lorsque le gouvernement du président Lenín Moreno lui a retiré sa protection diplomatique après sept ans de protection dans l'Ambassade de l'Équateur à Londres.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/279689-le-groupe-de-puebla-reclame-la-liberte-pour-julian-assange>



Radio Habana Cuba